

## Comment l'islamo-gauchisme a alimenté le débat et les polémiques au sein de la société française



Alexandre del Valle et Emmanuel Razavi publient "Le Projet: La stratégie de conquête et d'infiltration des frères musulmans en France et dans le monde" aux éditions de L'Artilleur. Les auteurs expliquent en détails la stratégie mise en place par l'organisation islamiste, en France et dans le monde. Ils montrent que nos démocraties font face à une offensive globale, pensée au Qatar et en Turquie et dont l'un des foyers principaux se trouve en France, "phare de l'humanité". Extrait 2/2.

Avec Alexandre Del Valle

Avec Emmanuel Razavi

L'expression « islamo-gauchiste », bien qu'étant fortement polémique, n'en désigne par moins un phénomène palpable, celui d'une alliance entre des forces islamistes subversives et des intellectuels, journalistes, militants ou responsables politiques venus de la gauche radicale, qui refusent de dénoncer l'islamisme sous prétexte de ne pas « stigmatiser l'islam », en réalité parce que ce dernier est perçu comme un allié de circonstance contre des ennemis communs : l'Occident judéo-chrétien, le sionisme, les États-Unis, le nationalisme, etc. En 2002, ce fut le philosophe du CNRS Pierre-André Taguieff qui, dans son ouvrage *La Nouvelle Judéophobie*, popularisa le terme. Au départ, Taguieff entendait décrire le fait « qu'un certain tiers-mondisme gauchiste se retrouvait côte à côte dans les mobilisations pro-palestiniennes notamment, avec divers courants islamistes ». En 2016, dans *L'Islamisme et nous*, il voyait dans la tenue de « réunions non mixtes » et du « camp d'été décolonial » des Indigènes de la République (Reims, août 2016) – « interdit aux Européens » – la confirmation que « l'antiracisme est mis au service de l'islamisme et de l'islamo-gauchisme, ou instrumentalisé pour la défense de causes ethnicisées ».

Utilisée également par des militants laïques de l'UFAL et dans la feuille web *Respublica*, l'expression a été reprise par Alain Finkielkraut, Caroline Fourest, Jacques Julliard, Élisabeth Badinter, Pascal Bruckner, ou encore Bernard-Henri Lévy<sup>2</sup>. L'éditorialiste Franz-Olivier Giesbert déplore ainsi une « collaboration d'une partie de la gauche avec l'islamo-fascisme, donnant naissance à un islamo-gauchisme qui a des relais partout ». Pour Jacques Julliard, l'islamo-gauchisme serait le fait d'une poignée d'intellectuels d'extrême gauche, « peu nombreux mais très influents dans les médias et dans la mouvance des droits de l'homme, qui ont imposé une véritable sanctuarisation de l'islam dans l'espace politique français »<sup>3</sup>. L'historien explique que ce qui attire la gauche dans « ce néo-cléricalisme musulman qui s'est emparé d'une frange de l'intelligentsia », n'est pas tant « le parti des pauvres, comme ils le prétendent ? (...) Du reste, allez donc voir en Arabie saoudite si l'islam est la religion des pauvres. Je constate plutôt que l'islamo-gauchisme est né du jour où l'islamisme est devenu le vecteur du terrorisme aveugle et de l'égorgeement. Pourquoi cette conversion ? Parce que l'intelligentsia est devenue, depuis le début du XXe siècle, le vrai parti de la violence. ». Le journaliste et chercheur Alexandre Devecchio identifie quant à lui « une nébuleuse rouge-verte » pour qui « la lutte des races » a remplacé la lutte des classes », face au « mâle blanc occidental ».

Sans surprise, on retrouve les Frères musulmans au centre de cette alliance paradoxale qui réunirait, face à des « ennemis » communs, les forces de la gauche tiersmondiste et celles de l'islamisme. Le 22 mai 2016, l'ex-Premier-ministre Manuel Valls déclencha une violente polémique lorsqu'il qualifia d'« islamo-gauchisme » « ces capitulations, ces ambiguïtés (des Insoumis) avec

les Indigènes de la République, les discussions entre Mme Clémentine Autain et Tariq Ramadan, ambiguïtés entretenues qui forment le terreau de la violence et de la radicalisation », cela après que le site d'Ensemble, l'une des composantes du Front de gauche dont Clémentine Autain était porte-parole, avait appelé à se rendre à un meeting de Tariq Ramadan. Cette accusation faisait suite aux discussions portant sur l'article 2 de la loi antiterroriste relative à la fermeture des lieux de culte, rejetée par plusieurs membres de la France insoumise (Alexis Corbière, Danièle Obono, Ugo Bernalicis, Stéphane Peu) et par le communiste Jean-Paul Lecoq. Ainsi, ceux-là mêmes qui avaient refusé de voter la loi interdisant la burqa en 2010 déposèrent des amendements contre l'article (rejetés en séance), déclarant que l'arsenal législatif en place suffisait et que les fermetures de lieux de culte radicaux étaient « inutiles, inefficaces et dangereuses ».

La polémique sur « l'islamo-gauchisme » arriva à son paroxysme lorsque la députée de la France insoumise Danièle Obono participa aux 10 ans du Parti des indigènes de la République (PIR), connu pour sa haine des « Français souchiens », sa défense de l'islamisme, et ses causes communes avec les Frères musulmans. Obono expliqua sans complexe que « le PIR fait partie du mouvement antiraciste. [...] Je défends l'idée de se battre à côté de gens qui ont des désaccords avec moi ». Pour elle, « La radicalisation n'est pas un concept scientifique suffisamment arrêté », exprimant ses « doutes » sur la notion même de radicalisation terroriste. Principal soutien moral et médiatique des Frères musulmans et de l'islamisme en général en France, on ne peut manquer d'évoquer le journaliste et militant trotskiste Edwy Plenel, fondateur de Mediapart et ancien rédacteur en chef du Monde, auteur d'un ouvrage victimiste devenu une lecture de référence pour les Frères musulmans : Pour les Musulmans. Sa thèse est que les musulmans, presque tous issus de l'immigration, seraient les « nouveaux Juifs », les victimes absolues de la pire forme de racisme : « l'islamophobie ». Plenel y affirme qu'« aujourd'hui, l'islam est devenu le bouc émissaire principal dans le discours des intellectuels, politiques et médiatiques ». Il fustige la laïcité actuelle, accusée d'agir en « refus des religions (...) minoritaires », à savoir l'islam.

Plenel assure que son ouvrage vise à « répondre à ceux qui généralisent à tous une pratique détestable de certains – ce que l'on nomme islamophobie ». L'ex-directeur du Monde prône ainsi la tolérance envers le voile islamique, la burqa ou le burkini, qu'il qualifie de « vêtement comme les autres ». Il défend ces signes prosélytes au nom d'une « laïcité originelle » qu'il distingue du « laïcisme sectaire qui est à la laïcité ce que l'intégrisme est aux religions » et qu'il voit comme « le cheval de Troie de la banalisation de la xénophobie et du racisme par nos élites, permettant la notabilisation de l'extrême droite ».

Cette alliance rouge-verte étonnante a poussé Mohamed Louizi, ex-membre des Frères musulmans « repenté », à suspendre son blog sur Mediapart, en février 2016, pour dénoncer la complaisance avec l'islamisme, les Frères musulmans et Tariq Ramadan. D'après Louizi, Mediapart serait ainsi devenu « un instrument de propagande frérosalafiste antilaïcité et anti-république (...), la ligne éditoriale, plus que complaisante envers l'islamisme et particulièrement envers les Frères musulmans pose d'énormes problèmes déontologiques ». Au sein de Mediapart, déplore Louizi, « l'idéologique se mélange au journalistique (...), en entretenant des proximités avec des composantes islamistes ». L'ex-collaborateur de la revue online avertit que lorsque l'on « reprend les éléments de langage des « Frères musulmans » (« islamophobie ») pour empêcher tout débat serein, l'on est plutôt au service des « Frères » contre les intérêts communs de la communauté nationale et aussi des citoyens de foi et/ou de culture musulmane ».

Pour le philosophe Pascal Brukner, Edwy Plenel mais aussi le sociologue du CNRS Vincent Geisser, auteur d'un pamphlet La Nouvelle islamophobie, ou encore l'islamologue François Burgat, soutien des Frères musulmans de longue date, feraient partie « de plein droit » d'une mouvance qu'il a nommée « islamosphère », constituée par des « agents d'influence », des intellectuels, des politiques des associations agissant en « complices » subjectifs ou objectifs des islamistes. Dans leur enquête, publiée dans Le Figaro-Magazine, les journalistes Vincent Nouzille et Judith Waintraub ont décrypté l'émergence de l'islamosphère qui agit comme une toile et « étend son influence dans le monde intellectuel, politique, dans les médias et les réseaux associatifs ». Cette mouvance rouge-verte, qui incarnerait un « néo-cléricalisme musulman », saperait méthodiquement les fondements de la France et de l'Occident en imposant une inversion permanente des valeurs, une immigration sans limites et un changement de civilisation allant dans le sens du projet d'islamisation des Frères musulmans et d'autres pôles de l'islamisme mondial. Pour la gauche, « l'islamiste n'est donc jamais responsable de sa manière de croire et de pratiquer l'islam, comme le terroriste n'est jamais pleinement responsable de ses actes ». En revanche, la société occidentale et les Occidentaux seraient « les véritables responsables » de ce qui leur arrive.

Vincent Geisser classe dans cette catégorie non pas uniquement la critique des musulmans, mais celle de la religion musulmane et même de l'islamisme. L'auteur accuse comme « facilitateurs d'islamophobie » des associations animées par des musulmans de naissance, comme Ni Putes ni Soumises et SOS-Racisme, mais aussi des imams modérés comme Souheib Bencheikh et Dalil Boubakeur, le philosophe pakistanais athée Ibn Warraq, auteur de l'essai Pourquoi je ne suis pas Musulman, l'ex-président de France Plus, Arezki Dahmani, coupable d'avoir dénoncé le « lobby islamiste », et même l'ex-président de SOS Racisme et député PS, Malek Boutih. Révélant la motivation profonde de son discours, Geisser avoue préférer à l'islamophobie le terme plus juste d'« islamistophobie », qui permettrait de blâmer comme anti-musulmans ceux qui dénoncent également l'islamisme radical et pas seulement l'islam. Conformément à la vulgate révolutionnaire marxiste, Vincent Geisser accuse Dalil Boubakeur et Souheib Bencheikh de défendre une « conception tutélaire de l'islam » et surtout de « légitimer une gestion sécuritaire de la communauté musulmane, appelant à une collaboration avec les services policiers, comme si la masse des musulmans de France, par naïveté ou immaturité, était susceptible d'être manipulée par des organisations "islamo-terroristes" ». Est également mis en pâture le journaliste-reporter à Marianne, Mohamed Sifaoui, accusé lui aussi d'être lié aux « cercles du pouvoir de l'État algérien » anti-islamistes.

Dans la même logique de négation du danger islamiste et jihadiste, Thomas Deltombe, auteur de L'islam imaginaire : la construction médiatique de l'islamophobie en France (1975-2005), explique comment le petit écran et les journaux auraient progressivement « fabriqué un islam imaginaire », sous l'effet conjoint de la « course à l'audience et d'une idéologie pernicieuse de stigmatisation de l'« Autre » musulman ». Selon lui, les « musulmans » seraient un bloc intouchable, victime par essence de l'État occidental et des discours sur le terrorisme, de sorte que les médias et les politiques auraient progressivement construit une véritable islamophobie nationale qui irait bien au-delà de l'extrême-droite ou des racistes mais qui serait devenue « structurelle ».

Dans leur ouvrage Islamophobie : la contre-enquête, Jean-Christophe Moreau et Isabelle Kersimon ont voulu vérifier si les innombrables plaintes contre « l'islamophobie » présentées par le CCIF ou autres organes dits anti-racistes ou anti-islamophobes correspondaient à des faits réels et aussi graves qu'ils le disaient. Ils ont été surpris par la légèreté des plaintes et le manque de preuves et ont conclu à une véritable opération d'usurpation qui relaterait assez fidèlement les stratégies convergentes des Frères musulmans, de l'OCI, de l'ISESCO et autres pôles de l'islamisation décrits plus haut et dont l'objectif est de faire interdire, au niveau onusien et occidental, le « blasphème ». Cela permet de se conformer en fin de compte aux commandements liberticides et suprémacistes de la charià (censure et délit de blasphème), sous couvert de lutte contre la « diffamation des religions » assimilée à du

---

racisme. Cette « lutte contre la diffamation des religions » de l'OCl est organisée comme une guerre sainte mondiale contre les droits de l'homme, estiment les auteurs. Spécialiste du droit, Jean-Christophe Moreau montre notamment que le « flottement juridique » inhérent aux nouvelles législations françaises en matière d'antiracisme « accrédite l'idée que toute critique intéressant de près ou de loin la religion musulmane pourrait n'être qu'une forme particulière de xénophobie ». Ceci en vertu d'une interprétation littérale de l'article 48-1 de la loi sur la liberté de la presse qui donne aux associations qui se proposent dans leurs statuts de combattre le racisme le droit d'ester en justice et de se porter partie civile contre des auteurs. C'est de cette façon que l'écrivain Michel Houellebecq, en 2001, puis Charlie Hebdo, en 2007, furent attaqués en justice, accusés de stigmatiser les musulmans et l'islam.

Plus intéressant encore, les deux auteurs dévoilent le postulat racialisé des « anti-islamophobes » et leur croyance dans la notion de responsabilité collective, puisqu'ils veulent poursuivre des auteurs et des propos non pour des faits réellement commis, mais pour ceux que d'autres pourraient commettre sous « l'influence » présumée de leurs discours. Les auteurs dénoncent ainsi « l'inflation sémantique de la notion d'islamophobie ». Après avoir décortiqué la typologie des « actes islamophobes » présentée par le CCIF, ils dévoilent le véritable objet de la lutte contre « l'islamophobie » qui consiste à assimiler les simples critiques ou caricatures à des délits de droit commun. Avec la négation permanente du problème islamiste, la « lutte contre l'islamophobie » participe en fin de compte d'une vision suprématiste au bénéfice d'un islamisme conquérant hostile aux valeurs des sociétés non musulmanes d'accueil. Grâce à cette stratégie victimaire, les Frères musulmans, qui œuvrent à contrôler les communautés musulmanes d'Europe, ont réussi à persuader les musulmans et les élites d'Occident que les adeptes de Mahomet seraient traités « comme les colonisés jadis », voire « comme les Juifs dans les années 1930 » et sous la Collaboration...

***Extrait du livre d'Alexandre del Valle et Emmanuel Razavi, "Le Projet: La stratégie de conquête et d'infiltration des frères musulmans en France et dans le monde", publié aux éditions de L'Artilleur***

Lien vers la boutique Amazon : [ICI](#)

□